

Europe – Afrique : en finir avec les réflexes coloniaux

Récemment, la presse sénégalaise relayait la réaction de la ministre wallonne Cécile Neven à la suite de l'adoption, les 11 et 12 mars, par l'Assemblée nationale sénégalaise, d'une loi durcissant la répression de l'homosexualité. Sa réponse a été immédiate: annulation de son déplacement à Dakar et évocation d'une possible suspension d'un financement pouvant atteindre 40 millions d'euros, accompagnée de déclarations particulièrement fermes.

Quand la démocratie dérange...

Le Sénégal est une démocratie réelle, vivante, pluraliste. Le président Bassirou Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko ont été élus en portant ce type d'engagement, en phase avec une opinion largement répandue dans la société sénégalaise. Cette loi a d'ailleurs été adoptée par 135 voix pour, zéro contre et 3 abstentions.

On peut ne pas partager certaines décisions démocratiques de pays partenaires. Mais peut-on, d'une part, prétendre défendre la démocratie et, d'autre part, contester ouvertement ses résultats lorsqu'ils ne correspondent pas à nos propres convictions? Et lorsque cette contestation s'accompagne de leviers de contrainte – comme la suspension d'une coopération – elle est perçue, à juste titre, comme une forme de paternalisme.

Promotion par la contrainte

Je tiens à le dire d'emblée: les droits des personnes LGBT+ font partie des valeurs auxquelles je suis profondément attaché. Mais la question posée ici dépasse le seul registre moral. Elle concerne la manière dont nos valeurs sont portées. Faire état de ces valeurs dans un contexte de dialogue n'est pas en soi problématique. Mais leur promotion par des mécanismes de contrainte est – à mon avis – indéfendable.

L'expression d'une Europe convaincue de détenir des valeurs qu'elle aurait vocation à diffuser, voire à imposer – dans une logique qui n'est pas sans rappeler, l'ancienne "mission civilisatrice" des puissances coloniales européennes aux XIX^e et début du XX^e siècle.

Que certains droits soient considérés comme universels dans le cadre européen et international ne signifie pas pour autant qu'ils soient perçus comme tels partout dans le monde. L'universalité ne se décrète pas; elle se construit dans le dialogue.

Il est malheureusement difficile de ne pas voir, dans l'attitude de nombreux responsables politiques européens vis-à-vis de l'Afrique, l'expression d'un imaginaire ancien – profondément ancré – que l'on aurait pourtant pu croire dépassé.

Celui d'une Europe convaincue de détenir des valeurs qu'elle aurait vocation à diffuser, voire à imposer – dans une logique qui n'est pas sans rappeler, sous des formes renouvelées, l'ancienne "mission civilisatrice" des puissances coloniales européennes aux XIX^e et début du XX^e siècle.

Un enjeu stratégique sous-estimé

Au-delà du débat de valeurs, c'est un enjeu géostratégique qui se dessine. Dans un contexte international marqué par une recomposition des influences des grandes puissances, la manière dont l'Europe se positionne en Afrique est cruciale pour l'avenir de nos deux continents. Pendant que les pays européens conditionnent leur coopération à des critères normatifs, d'autres puissances avancent différemment. Elles investissent, s'implantent, construisent des partenariats économiques solides – sans s'immiscer dans les choix internes, en respectant la souveraineté de leurs partenaires. Dans ce contexte, certaines prises de position européennes sont perçues comme des tentatives d'influence. Et ces perceptions ont des effets concrets.

Limites du système

Tout cela renvoie à une question plus fondamentale: celle de la légitimité et des limites de l'aide conditionnelle. Dans quelle mesure l'aide conditionnelle – c'est-à-dire une coopération accordée ou maintenue en fonction du respect de certains principes ou valeurs – reste-t-elle pertinente dans le



Opinion

DR
Olivier Cogels

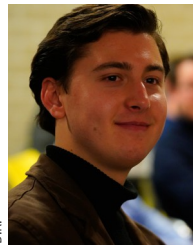
Professeur émérite à l'UCLouvain, ancien responsable de la coopération belge avec le Sénégal, ancien CEO de la Commission du Mékong

■ Menacer de suspendre une coopération en réponse à une décision démocratique d'un pays partenaire est préoccupant. La réaction de la ministre wallonne Cécile Neven à une loi adoptée au Sénégal met en lumière un paternalisme persistant, aux conséquences géopolitiques.

CHRONIQUE

Une démocratie peut-elle survivre à l'hiver démographique ?

■ La baisse de la natalité est devenue un risque politique majeur. Soutenir les familles s'avère donc stratégique et existentiel.



Ruben Terry

Diplômé en études européennes de la KULeuven

contexte géopolitique actuel? Ces questions mériteraient d'être débattues de manière explicite, y compris au niveau parlementaire.

Le respect comme condition

Ayant passé une grande partie de ma vie professionnelle en Afrique et au Sénégal, où j'ai notamment dirigé le bureau de coopération internationale belge, je sais combien la confiance est au cœur de cette relation – et combien elle peut être fragilisée par des positions perçues localement comme condescendantes, voire néocoloniales. J'en ai tiré un principe simple: respecter nos différences plutôt que chercher à imposer nos va-

leurs. L'Afrique a sa propre histoire, ses cultures, ses trajectoires et ses valeurs. La base d'un partenariat solide entre l'Afrique et l'Europe peut se résumer en un mot: respect.

Le Sénégal – comme l'Afrique plus largement – n'attend pas des injonctions. Il attend un partenariat fondé sur la réciprocité et la reconnaissance des différences – condition même d'une relation durable. Il ne s'agit pas de renoncer à nos valeurs. Mais de s'interroger sur la manière de les porter.

Le respect ne se proclame pas. Il se pratique. Et c'est précisé-ment là que commence – ou que se joue – la relation entre l'Europe et l'Afrique.

C. Neven: "Nous ne pouvons pas détourner le regard"

Mercredi 18 mars 2026. La ministre wallonne en charge du Plan Air-Climat Cécile Neven (MR) a décidé ce jour-là d'annuler un déplacement prévu au Sénégal après le vote, par le parlement sénégalais, d'une loi durcissant la répression de l'homosexualité.

Sa déclaration. "Nous ne pouvons pas détourner le regard. Le Sénégal a adopté une loi terrible condamnant les relations homosexuelles, passibles à l'avenir de dix ans de prison. Cette loi stigmatise, cette loi criminalise, bref cette loi met des vies en danger. Ce n'est pas un débat abstrait. Ce sont des faits. Et ils sont graves, car, ce faisant, le pays devient l'un des plus répressifs au monde", a avancé la ministre. Cette dernière a dès lors décidé d'annuler son déplacement prévu fin mars au Sénégal dans le cadre d'un colloque international lié à des projets financés par la Wallonie.

Toutes les aides dorénavant sous condition. "J'ai également décidé de passer immédiatement en revue l'ensemble des financements wallons en matière de coopération climatique internationale avec le Sénégal. Chaque euro public doit être cohérent avec nos valeurs. Et oui, la question de la poursuite de ces financements doit être posée, sans tabou", a ajouté la ministre libérale. (Belga)

La semaine dernière, le ministre des Pensions Jan Jambon (N-VA) a provoqué l'indignation en déclarant que les femmes devaient "s'adapter" à la nouvelle réforme des pensions, ce qui revient à leur demander de réduire le temps consacré à leur famille au profit du travail. Cette remarque a suscité des réactions indignées, à juste titre. Les études montrent qu'une grande partie des tâches de soins non rémunérées dans notre société incombe encore aux femmes, ce qui les pousse à travailler plus souvent à temps partiel.

Ce qui frappe surtout, c'est que les femmes, colonne vertébrale de la vie familiale, se voient présenter la facture de la rationalité économique. Après la culture, la santé publique, l'éducation ainsi que la gestion familiale semblent désormais subordonnées à une logique comptable. Pourtant, sur le plan économique, la situation est désastreuse, car notre société vieillit: les pensions augmentent et la natalité diminue, découragée par des mesures fiscales inadéquates.

Communautés à forte fécondité

Les exemples internationaux montrent combien il est difficile de résoudre ce problème. De la Chine au Japon en passant par la Corée du Sud, les subventions et les politiques visant à stimuler la natalité produisent souvent des effets minimes. Cela semble un casse-tête insoluble, auquel Eric Kaufmann ajoute une complexité supplémentaire: les communautés religieuses à forte fécondité et forte rétention interne déterminent l'avenir démographique, car leur croissance augmente leur influence politique et culturelle, même dans des sociétés fortement sécularisées.

Les Amish d'Amérique du Nord constituent un exemple bien documenté de forte croissance démographique. Leur fécondité totale est généralement estimée entre 6 et 6,5 enfants par femme, dans un système de fertilité naturelle caractérisé par une utilisation limitée de la contraception. Cette dynamique se traduit par un doublement de la population environ tous les vingt ans. Les Juifs ultraorthodoxes (Haredim) en Israël présentent également une fécondité exceptionnellement élevée, actuellement

estimée entre 6 et 6,5 enfants par femme, bien qu'un peu inférieure aux niveaux historiquement plus élevés. Leur croissance démographique annuelle est estimée à environ 3 à 4 %.

La croissance démographique ne garantit pas une domination politique absolue en termes de nombre dans l'électorat, car plusieurs groupes extrêmes ont plus d'enfants que les personnes modérées et non sectaires, mais elle renforce leur poids électoral et leur agenda idéologique. Dans un État de droit libéral et laïque – où religion et politique sont séparées et où chacun jouit de liberté individuelle –, cela menace ses valeurs essentielles: équité et liberté individuelle. Si la formation des familles devient un enjeu politique lié aux cultes – quand les intérêts d'un groupe passent avant ceux de tous et la liberté individuelle –, les groupes fanatiques pourraient dominer les bases électorales et influencer indûment la politique.

Un soutien structurel aux familles

Il est donc essentiel qu'un État démocratique et libéral considère la formation des familles non pas comme une affaire privée ou un simple problème économique, mais comme un devoir stratégique et existentiel. Comme pour la défense, l'État doit protéger activement sa viabilité politique. C'est avant tout sa manière de vivre qui est en jeu, bien plus que l'économie. Les progrès technologiques, notamment l'essor de l'IA, pourraient en outre compenser d'éventuelles pertes de productivité.

Une société qui laisse sa natalité et sa formation familiale au marché ou à des fanatiques idéologiques avides de pouvoir risque de marginaliser structurellement la majorité silencieuse: les non-extrémistes. Si nous voulons que notre démocratie survive à cet "hiver démographique", le soutien structurel aux jeunes familles, la sécurité des revenus, la garde d'enfants et des modèles de travail flexibles ne sont pas un luxe, mais une nécessité politique. Sans ces politiques, notre ordre libéral sera progressivement miné par des dynamiques démographiques que nous aurions pu influencer, mais que nous avons trop longtemps ignorées.